

Enjeux des mois à venir.

Nous avons plusieurs enjeux pour tenter de sortir par le haut de la crise que le pays traverse et rassurer les Français quant à leur destin commun :

1. Le post-attentats : la sécurité, et au-delà la consolidation de notre pacte républicain.

Ce n'est pas parce que les médias n'en parlent plus que ce n'est plus dans les têtes. La réponse sécuritaire immédiate nous a été créditée. Les Français font confiance à l'armée et aux forces de sécurité. Notre résistance aux régionales tiennent aussi à la crédibilité de cette réponse aux attentats. Mais les attentes soulevées à moyen terme sont toujours là, et nous devons rendre des comptes le moment venu.

Parallèlement, les représentations se fragilisent : il y a une forme de relâchement de l'opinion, qui sans retourner à une « vie d'avant » pense que la menace redevient moins immédiate. D'autant que la visibilité des actions menées (perquisitions...) s'est arrêtée pouvant donner le sentiment d'un relâchement aussi de notre propre action.

⇒ Nous devons continuer à montrer une position de fermeté et des résultats, pour ne pas être à la merci d'un retour de bâton à la prochaine attaque.

Dans le même temps, faire comprendre aux Français que le danger est toujours là. Il faudra apprendre à « vivre avec » sans renoncer à ce que l'on veut être : dans ce combat qui sera long, à quoi sommes-nous prêts à renoncer, ou pas ?

C'est un débat qu'il faudrait avoir *avec les citoyens* : pour qu'ils se l'approprient, il ne peut pas se tenir uniquement sur le terrain parlementaire. Sous quelle forme ?

Ce peut être aussi une justification à ce que tant que ce débat ne sera pas tranché par les citoyens eux-mêmes, nous laisserons le niveau de sécurité au maximum (prolongation de l'état d'urgence).

2. Il ne faut rien céder sur la réponse sécuritaire, mais toute notre action ne doit pas s'y résumer. Notre obsession doit être de bâtir une réponse résiliente à de prochains chocs.

Car nous sommes dans une guerre qui durera longtemps. Il y aura d'autres attaques. Or, par définition, ce que nous aurons fait sur le plan de la sécurité ne sera pas suffisant pour répondre au prochain attentat - puisque cela n'aura pas pu l'empêcher. Nous ne pouvons pas mettre des militaires devant toutes les écoles ni fouiller tous les passagers du RER...

Il faudra donc être en mesure de prouver que non seulement nous continuons à faire face au danger, mais aussi que nous avons engagé des actions « structurelles » au-delà du traitement nécessaire de l'urgence sécuritaire.

Les Français peuvent comprendre qu'il n'y a pas de baguette magique sur ces sujets – donc pas de solution immédiate. Mais ils ne nous pardonneront pas de n'avoir pas engagé ces chantiers, ou de ne pas y avoir consacré l'énergie ou la détermination suffisante.

Parmi ces facteurs de résilience, il y a :

⇒ Traiter les interrogations sur le vouloir-vivre ensemble et les projets communs. Nous avons fait beaucoup de choses après janvier. Il ne s'agit pas de tout réinventer, mais au moins de redynamiser, réimpulser certaines actions redevenues aujourd'hui invisibles.

Et nous avons au moins un angle mort : celui de la laïcité. Les débats sont partout dans le pays, dans ce que disent les gens, tout le temps, que ce soit dans les écoles, les repas dans les cantines, les crèches, les entreprises, les actes de soins etc.

Il n'est pas question d'engager un débat théorique, encore moins d'ouvrir la question de « l'identité nationale ». Mais nous pouvons montrer qu'il y a des réponses à chacune de ces questions, des solutions locales, possibles, concrètes, raisonnables, de terrain, apaisantes. Que nous ne sommes pas « débordés », ni dans les écoles, ni dans les entreprises, ni dans les hôpitaux. Qu'il n'y a donc aucune raison de croire que seules les solutions extrémistes et stigmatisantes peuvent soulager ces problèmes.

Pourquoi pas une conférence de consensus, réunissant des citoyens et des acteurs de terrain, associatifs, professionnels, pour mettre en valeur ces solutions, dégonfler le sentiment de non-maîtrise ? Cela permettra de mettre des mots sur les angoisses, de les reconnaître et de les traiter par des solutions pragmatiques.

De toute façon le débat arrivera avant 2017, par nous, ou par d'autres qui ne se gêneront pas pour le mettre sur la table, de la pire des façons. Pouvoir bénéficier d'un cadre qui s'appuie sur une légitimité citoyenne et pratique (voire transpartisane si l'on pousse la logique jusqu'à un rapport « Bouchard-Taylor » à la française) n'est pas forcément la plus mauvaise façon de répondre aux pulsions populistes qui s'exerceront.

⇒ Le besoin d'une reprise en main de l'Islam de France. Beaucoup de choses ont été faites depuis janvier, mais il faut là aussi accélérer. On ne peut pas laisser perdurer une situation qui provoque de la peur d'un côté (les Français qui ont de plus en plus peur de l'Islam), de la honte de l'autre (pour beaucoup de Français qui veulent simplement pratiquer leur culte, c'est humiliant d'avoir en face de soi un gamin qui raconte n'importe quoi et ne connaît manifestement pas la religion).

Là non plus, il ne s'agit pas d'un débat théorique mais pratique, centré sur l'organisation du culte, autour de quelques questions : la formation des imams, le financement des lieux de culte, la langue des prêches. Le CFCM a fait la preuve de son inadéquation. Des propositions sont dans le débat, certaines sans toucher à la loi de 1905 : une taxe hallal, reversée à une Fondation pour financer la formation d'imams diplômés, des lieux de culte ; et progressivement marginaliser l'Islam de France « non-labellisé ».

Nous avons besoin au minima d'une marque de volontarisme. Dire que l'Etat y mettra tous les moyens. Que chacun doit pouvoir pratiquer son culte dignement, sans être exposé ni à la stigmatisation, ni à des discours fanatiques qui n'ont pas leur place dans la République. Que nous

n'en sommes qu'au début : réorganiser un culte, la dernière fois que la France l'a fait c'était il y a 2 siècles. C'est un chantier phénoménal. Il doit se poursuivre. Car l'enjeu est aujourd'hui trop important pour que nous relâchions la pression. Une mission pourrait être lancée sur cet aspect de l'organisation institutionnelle de l'Islam.

⇒ La nécessité de montrer que nous maîtrisons la crise des réfugiés et l'afflux migratoire. L'élan de solidarité qui s'est exprimé en septembre a été déçu. Les mouvements d'opinion montrent, d'abord, que les gens sont perdus : ils ne veulent pas des réfugiés mais ne veulent pas les renvoyer non plus ; le principal manque est celui d'un cadrage ; la principale crainte est celle d'être débordé. La distinction entre réfugiés et migrants économiques se brouille, le sentiment que l'on ne maîtrise l'ensemble du processus se répand. Les attentats ont éveillé les craintes, qui ne peuvent qu'être renforcées par un flux migratoire irrégulier.

Nous sommes face à un double risque : celui de ne pas être en mesure de répondre à une crise humanitaire majeure, et celui de faire face dans le même temps à une pression migratoire inédite. L'absence de réponse à la crise a entraîné de facto la mise en place de filières d'immigration (cf. faux passeports syriens). Les mécanismes de relocalisation ne fonctionnent pas (19 réfugiés accueillis). Les dispositifs mis en place pour l'accueil des réfugiés sont dans le même temps utilisés pour gérer les conséquences de la crise migratoire.

Il sera nécessaire de reprendre ce discours, pour (i) recadrer les perceptions. Puisque nous avons décidé le faire, il faut le faire entièrement : réhumaniser les réfugiés (parcours de personnes qui fuient la violence et le terrorisme) ; réaffirmer la spécificité du droit d'asile ; redire les obligations d'un pays comme la France face à une crise inédite. Nous ne devrions pas avoir peur de le dire : il y a un ressort de fierté à activer (sur ce qu'est la France, sa capacité à être généreuse sans rien enlever aux Français dans le besoin etc.) et de responsabilité – c'est ce qu'on fait, sur des registres différents, J. Trudeau et A. Merkel. (ii) Montrer que l'accueil est maîtrisé, donc qu'il n'y a donc pas de raison d'en avoir peur. La réinstallation vaut mieux de ce point de vue que la relocalisation : elle est plus sûre, permet un contrôle sécuritaire national en amont, est moins coûteuse (pas de transit par les CADA). Et montrer que la crise elle-même est traitée dans tous ses volets : la réinstallation ; le contrôle des frontières rendu plus effectif ; une aide humanitaire massive, notamment pour faire face à l'hiver.

3. Une mobilisation sur l'économie et l'emploi.

⇒ Les déclarations de M. Valls et la « main tendue » de JP. Raffarin, ont remis le sujet au devant de l'agenda, soulevant aussi la question de crédibilité : nous sommes maintenant attendus sur les réponses montrant que nous pouvons « délivrer ». Des propositions sont faites par ailleurs.

4. Le retour de la promesse républicaine. Elle n'est pas seulement des règles et de pratiques de vivre-ensemble, mais aussi des espoirs, des opportunités, et un sentiment d'appartenance commun - territorial et social.

⇒ Le rêve d'ascension sociale réunit des populations que la droite et le Front national essaient d'opposer entre elles (les quartiers populaires vs. les zones pavillonnaires ; les minorités visibles vs. la majorité invisible). Elle rassemble dans une commune aspiration (et donc dans un même attachement à la France) des catégories entre lesquelles on a laissé s'installer un fossé symbolique.

Endiguer le déclassement, déverrouiller les aspirations, c'est donc parler à notre électorat comme à celui qui s'enkyste dans le FN (et crédibiliser le message d'unité que nous portons depuis les attentats) ; s'inscrire au cœur des valeurs de gauche tout en reprenant des valeurs qui structurent les représentations au-delà de la droite et de la gauche (le travail, le mérite, le refus de l'assistanat).

Les mesures de la loi Macron II qui ne seront pas de l'ordre du « choc » économique pourrait les illustrer : déverrouiller les possibilités, les opportunités, les aspirations. Permettre aux gens de « faire » ; lier une solution pour tous (de la société vers les jeunes notamment) et un engagement pour chacun (des jeunes vers la société – cf. infra).

Un plan « ascension sociale et méritocratie », ce pourrait être aussi demander au gouvernement une série d'actions touchant à :

- l'école et enseignement supérieur : relance de l'opération anti-décrocheur ; médecine scolaire ; faire un bilan des rythmes scolaires ; renforcer l'accès à l'enseignement supérieur de ceux qui en sont éloignés ;
- une initiative deuxième chance pour tous (cf. « Vous voulez une nouvelle vie ? nous vous offrons une nouvelle chance »).
- la lutte contre le chômage de longue durée : refonte de la formation professionnelle et réforme de Pôle emploi vers une agence de la sécurité sociale professionnelle, dépositaire du compte personnel d'activité, capable de suivre les salariés au chômage et ceux qui n'y sont pas encore tombés... ;
- la santé publique : lutter contre les fragilités de certains territoires - addictions, accidentologie...

⇒ Une politique culturelle de proximité : rapprocher les offres culturelles des zones délaissées, rurales ou urbaines, afin de retisser du lien entre les gens. Cela passe à la fois par la reconnaissance des initiatives existantes et aussi par la vigilance quant au déploiement de l'offre culturelle. Dans certaines « zones blanches », notamment rurales et péri-urbaines, cela peut concerner les médiathèques, les cinémas dont il faut consolider la pérennité, l'offre hors les murs des institutions les plus rayonnantes. Cela peut aussi être une offre de mobilité pour permettre d'aller vers les offres culturelles. La culture peut être un facteur majeur de la confiance retrouvée du pays en lui-même, tant ses succès sont reconnus en la matière et son expertise réelle.

⇒ Un « engagement civique » obligatoire, mais multiple. Chaque jeune devra (ou pourra s'il le souhaite ?) s'engager, être formé, découvrir de nouvelles opportunités. Sans nécessairement se contraindre à un cadre unique : les options peuvent rester multiples. On peut choisir de faire un service civique dans sa forme actuelle ; s'engager dans un « parcours citoyen » en donnant de façon égrenée un certain nombre d'heures à des tâches d'intérêt général ; faire un service militaire volontaire ; opter pour un « Erasmus de l'intérieur » ; suivre une obligation de formation pour les décrocheurs ; ...

La seule obligation, c'est de choisir l'un de ces parcours, dans une offre qui pourrait comporter 4, 5 ou 6 volets.

Pourquoi ne pas annoncer la volonté claire de d'avancer dans une cette voie, et de créer une mission de préfiguration qui aurait 3 mois pour proposer les modalités de mise en œuvre de cet « engagement civique » obligatoire ? Mission bipartisane, justifiée par l'ampleur de ce sujet qui engage tout la Nation et sur lequel nous devons être capables de dépasser les clivages.

⇒ L'inclusion de tous les territoires dans la République : éviter l'enfermement, l'enclavement, redonner de la considération, de la fierté de son territoire, de l'inscription dans un destin collectif.

Des sujets ont été identifiés, en particulier les zones blanches, et la santé. Nous pouvons accélérer les initiatives, et les rendre plus visibles. De même que les initiatives sur la mobilité.

Mais nous ne pouvons pas nous contenter de la mobilité, qui revient à encourager la fuite, et conforte ceux qui ne peuvent pas en profiter dans l'idée qu'ils sont coincés dans un territoire à l'écart du monde.

Il y a une France des solutions locales à trouver. Ce sont, de facto, dans ces territoires que s'expérimentent beaucoup de pratiques innovantes, que se développent l'économie circulaire, les solidarités de proximité, des initiatives de qualité de vie portés par des réseaux ou des acteurs de terrain, souvent non politique. Ces initiatives sont souvent à l'avant-garde : dans ces territoires qui s'estiment relégués s'invente en réalité sans le voir la France de demain. Ils doivent s'en sentir fiers.

Comment les encourager, les valoriser ? Beaucoup de ces projets sont portés les acteurs locaux et associatifs qui se sont rassemblés autour de la COP21. Nous pourrions leur proposer, après s'être mobilisés pour sauver le climat, de travailler à refonder la France. Consolider les tissus économiques locaux, accompagner, développer y compris les circuits courts, diffuser les réussites dont nos territoires regorgent, et demander aux administrations de savoir mieux les écouter et les accompagner.

Cela participerait aussi à casser l'opposition qui s'installe entre ceux qui protègeraient leur territoire et ceux qui voudraient le diluer dans la mondialisation : on peut être fier de son village, de son département, de l'identité de son territoire, sans vouloir se replier sur soi ; « local » et « global » ne s'opposent pas comme le prétend le Front National.

5. Le post-élection, qui a réveillé une envie de faire de la politique autrement.

Il n'y a pas eu d'autres enjeux dans cette campagne que le FN : la dramatisation a fonctionné, les électeurs ont accepté de se mobiliser, mais à quel prix ? Nous sommes maintenant attendus sur ce point, qui s'élargit au renouvellement des élites.

⇒ Sur la classe politique, les figures de « rédemption » ont fait leur retour : X. Bertrand, politicien abîmé, frappé par la grâce, se remettant au service des Français. Le récit fonctionne. Il joue sur l'image de gouvernants de plus en plus vus comme coupés du monde, impuissants, ou irresponsables. Les populismes prospèrent sur une vision caricaturale d'élites corrompues.

L'urgence, c'est d'ouvrir la politique. Il ne s'agit pas seulement de rajeunissement, même s'il est nécessaire de le poursuivre, mais de renouvellement des pratiques. De casser le sentiment qu'il y aurait une caste inaccessible, toute entière occupée à se protéger mais incapable de compromis transpartisans ; bénéficiant de parachutes dorés et de rentes déconnectées de leurs capacités à « changer la vie » ; aveugle devant les changements du monde et sourde aux nouvelles idées.

Peut-on rouvrir le chantier des pratiques politiques ? Non cumul, statut de l' élu pour faciliter l'entrée et la sortie des fonctions politiques, ... Il faudra de toute façon envoyer avant 2017 un signal clair montrant que les responsables publics sont capables de se réformer. Que la politique doit redevenir ce qu'elle est : ni une carrière, ni une rente, mais un engagement, un service de l'intérêt général. Sans quoi le « vote par défaut » et la désespérance envers les élites, même si elle ne trouve pas d'exutoire, continuera à fragiliser la légitimité et la capacité d'action du système.

C'est aussi l'enjeu des investitures aux élections législatives car le besoin de figures nouvelles est extrêmement fort, surtout quand on compare à ce qui se passe ailleurs en Europe. Si dans le Gouvernement, le travail est fait pour le rajeunissement et la féminisation, ce n'est pas le cas au Parlement.

⇒ Faire de la politique autrement, c'est aussi trouver des voies de consensus. Retrouver des bases d'adhésion pour les électeurs de gauche (sur un projet ou un mouvement, plus que sur des mesures) et avancer avec d'autres sur quelques sujets circonscrits et qui pourraient échapper, un temps, aux querelles :

- L'emploi : sur quoi concrétiser maintenant la « main tendue » ?

- La jeunesse : proposons-leur de travailler ensemble sur les modalités (au pluriel) d'un service civique généralisé (cf. supra).

- L'International : il faut se préparer à une montée des périls en Libye, un engagement qui sera long au Moyen-Orient. La France est engagée sur de très nombreux terrains. C'est sa responsabilité, mais ce sera une fragilité si ce n'est pas préservé des polémiques intérieures. Pourquoi ne pas créer un « Conseil national de sécurité » regroupant tous les anciens Ministres des affaires étrangères, des parlementaires de droite et de gauche, et les meilleurs experts, afin que la réponse de la France face à ces périls reste la plus incontestée, la plus précise, et la plus efficace ?

⇒ La colère qui gronde, le rejet des élites, ne se limite enfin pas au rejet des politiques. L'enfermement de la haute fonction publique sur elle-même, l'entre-soi des grands-corps et des grandes écoles est une toxine qui jette un voile de suspicion sur l'ensemble de l'action politique. Voire pire, quand les Français se persuadent que les élites administratives s'exonèrent des efforts demandés au pays, ou travaillent à servir d'abord ses intérêts plutôt que ceux des Français.

« Déverrouiller les élites » est un message essentiel à envoyer, pour casser ce sentiment terrible qu'il y aurait d'un côté le peuple avec ses difficultés, de l'autre une haute fonction publique qui vit en dehors du monde réel, et gère un pays que bien souvent elles ne comprennent plus, et avec une efficacité pour le moins contestable.

Des chantiers sont engagés pour ouvrir les concours. Mais la force du message, ce sont les symboles : ne serait-ce pas le moment de supprimer ou de réformer l'ENA, d'ouvrir la haute fonction publique à des listes d'aptitude pour contourner la rigidité des classements actuels ?

Et pour oxygéner, responsabiliser, fluidifier tout au long des parcours, d'ouvrir la moitié des postes de direction d'administration à des recrutements sur contrat, accessible au public comme au privé, suivant les mêmes principes de sélection que ceux appliqués pour recruter des hauts cadres d'entreprise : par une commission indépendante, sur la base d'une compétence démontrée, et d'un projet pensé pour le service que l'on prétend diriger. Ce qui permettrait de généraliser les mesures des performances sur les postes de direction et de lier l'évolution des carrières à la réussite ou à l'échec des fonctions passées.

Car comment prétendre réformer la France si nous ne nous réformons pas d'abord nous-mêmes ?./.